



HAL
open science

Relire les grands économistes du passé pour éclairer les enjeux actuels de la croissance : pour un syncrétisme de bon aloi

Albert Marouani

► To cite this version:

Albert Marouani. Relire les grands économistes du passé pour éclairer les enjeux actuels de la croissance : pour un syncrétisme de bon aloi. *Revue internationale des économistes de langue française*, 2018. halshs-01964247

HAL Id: halshs-01964247

<https://shs.hal.science/halshs-01964247>

Submitted on 21 Dec 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

*« Relire les grands économistes du passé pour éclairer les enjeux actuels de la
croissance : pour un syncrétisme de bon aloi »*

Albert MAROUANI*

Introduction.

On ne compte plus aujourd'hui les textes (articles et ouvrages) sur la croissance économique.¹ Beaucoup de points de vue originaux et différents ont été exposés ces dernières années. Nous avons pour notre part fait le choix de « relire » quelques grands auteurs des théories de la croissance et du développement pour jeter sur la « réalité » présente un regard dont la seule originalité est d'être volontairement et résolument « syncrétique ».

La crise financière des subprimes de 2007-2008 qui n'en finit pas de se prolonger, à un point tel que l'on a évoqué la possibilité d'un « ralentissement séculaire » de la croissance (L. Summers), a focalisé l'attention des économistes sur les dysfonctionnements de la finance internationale et la nécessité de sa régulation supranationale pour espérer retrouver les sentiers d'une croissance plus régulière, si ce n'est plus vertueuse. Dans les années qui ont suivi cette crise, on a pu croire à un consensus sur la nécessité d'une régulation de la finance internationale, mais les tentatives de régulation supranationale et de contrôle international des activités financières et des acteurs de la finance (banques notamment) sont restées plutôt vaines en dépit des « accords de Bâle » successifs.² Cela tient selon nous principalement, à l'absence d'un consensus théorique sur la nécessité d'une régulation financière qui irait à l'encontre des supposées « lois naturelles du marché ». En d'autres termes l'idéologie néo-libérale et les politiques macroéconomiques qui lui sont associées restent toujours tenaces, du moins au niveau des décideurs politiques, en dépit des crises qu'elles ont engendrées, ou à tout le moins qu'elles n'ont pas su éviter.

Le débat se focalise donc aujourd'hui sur les mesures de politique macroéconomique conjoncturelle (monétaires et budgétaires au sens large) susceptibles de favoriser le retour à une croissance plus vigoureuse. On observe, de manière plutôt schématique, que les économistes de l'offre (néo-classiques et libéraux) et les économistes de la demande

* Université de la Côte d'Azur/GREDEG (UMR CNRS/UNS)/LARIS marouani@unice.fr

¹ Guellec, D. et P. Ralle, (2003), Krugman, P. (2012),

² On a mis en avant pour expliquer les effets plutôt faibles des différentes tentatives de régulation (Taxe sur les transactions financières, harmonisation fiscale, lutte contre l'évasion et la fraude fiscale, contrôle des flux de capitaux, etc.), le pouvoir limité des États et leur incapacité à s'entendre sur un dispositif contraignant global adapté à la mondialisation financière.

(keynésiens et interventionnistes) s'affrontent avec plus ou moins de conviction, sans parvenir à convaincre et à orienter de manière tranchée ni la société civile, ni les décideurs politiques en charge des politiques économiques publiques. Je propose ici quelques pistes d'une réflexion théorique syncrétique large et sans a priori idéologique. Il ne s'agit pas de poser les bases d'une méta théorie de la croissance, mais de soulever de manière non exhaustive quelques questions structurelles d'ordre systémique présentes dans le monde actuel, mais qui ont déjà été abordées par les « grands » économistes du passé.

I. LA QUESTION DES « LIMITES » DE LA CROISSANCE ET DES « RENDEMENTS DÉCROISSANTS » : LE RETOUR DES « CLASSIQUES ».

Les spécialistes scientifiques des sciences de la terre, de l'environnement, du climat, de la géographie, de la démographie, etc. s'accordent de manière assez consensuelle sur des tendances structurelles d'ordre naturelles et démographiques, souvent irréversibles, qui viennent limiter les possibilités d'une croissance infinie.³

Si nous acceptons ce diagnostic extérieur à la science économique, et sans préjuger des limites actuelles de notre horizon technologique et scientifique, nous nous trouvons à nouveau confrontés à la problématique classique de l'état stationnaire : la croissance irait, du fait justement de la rareté des ressources naturelles, vers un « état stationnaire », lui-même provoqué par « la loi des rendements décroissants » (D. Ricardo) et la « loi de la population » (T.R Malthus). Il nous faudrait donc aujourd'hui, pour éclairer notre réflexion sur les « limites » de la croissance, relire les grands auteurs classiques (Ricardo, Malthus, Turgot, Mill, Sismondi, etc.) pour mieux comprendre les impasses auxquelles conduit un modèle de croissance prédateur des ressources naturelles. Le modèle de croissance à long terme de Solow-Swan constitue une formalisation bien connue de la tendance vers l'état stationnaire de tout système économique fermé, comme l'on peut aujourd'hui considérer la planète. Au-delà des solutions de « croissance zéro »⁴, en l'état actuel irréalistes car nécessairement volontaristes et contraignantes à l'échelle de l'ensemble de la planète, la tendance au ralentissement de la croissance peut être une opportunité d'émergence d'un modèle de consommation plus frugal et plus durable (soutenable). Il conviendrait alors de

³ D'une part, l'humanité a atteint les limites du prélèvement des ressources naturelles (terres arables, eau, océans, pêche, énergies fossiles, espèces et biodiversité menacées, etc.), d'autre part, en dépit de la transition démographique, la population de la planète continue d'augmenter et d'alimenter des phénomènes migratoires qui aboutissent à des concentrations urbaines de plus en plus génératrices de fortes externalités négatives (insécurité, pollution, gestion des déchets, spéculation foncière et immobilière, congestion des déplacements, etc.).

⁴ Cf. Rapport Meadows/Club de Rome, mais aussi S. Latouche (2004), T. Jackson (2010), J. Gadrey (2010), etc.

repenser le contenu de nos indicateurs de croissance et de progrès en introduisant des éléments relatifs au « bonheur » et à la qualité de l'environnement.⁵ La relecture des grands auteurs classiques peut ainsi nous aider à repenser l'idée d'une croissance « molle » certes, mais « soutenable » à l'échelle planétaire.⁶

II. LA QUESTION DU PROGRES TECHNIQUE ET DE L'INNOVATION : LE RETOUR DE SCHUMPETER ET DES INSTITUTIONNALISTES.

La question précédente des « limites de la croissance » dues à des facteurs humains (démographie et migrations), naturels et environnementaux (réchauffement climatique, émission de gaz à effet de serre, pollution, disparition des espèces animales et végétales, etc.) n'est pertinente que dans le cadre d'un horizon technologique prévisible en l'état actuel des connaissances et des avancées scientifiques. La question du progrès technique sur le plan de la croissance économique, se pose aujourd'hui à deux niveaux : celui du dépassement des limites actuelles de raréfaction des ressources naturelles (terres arables, énergie...) et celui des capacités d'extension et de déploiement à de nouveaux champs d'activité de « la révolution numérique » qui générerait de nouvelles perspectives de croissance des richesses matérielles et du bien-être. Ces deux niveaux peuvent être également reliés entre eux dès lors que le numérique permet des économies substantielles et durables des ressources naturelles et énergétiques. En tout état de cause la question de l'innovation et du progrès technique doit être introduite au cœur du débat sur le futur de la croissance.

Certains auteurs pensent que la révolution numérique est la solution au ralentissement des gains de productivité même si elle tarde encore à se manifester dans toute son ampleur. Il ne fait pas de doute que le numérique (les technologies « hard » et « soft » de l'information et de la communication) constitue une innovation majeure au sens de J. Schumpeter, mais qui n'a pas encore exercé tous ses effets en « grappes » d'innovations secondaires, susceptibles d'irriguer tous les domaines du système productif.⁷ Nous serions ainsi au début d'une « troisième révolution industrielle ». Après tout, la révolution du machinisme

⁵ Cf. D. Méda, (2008)

⁶ [Rapport sur le développement dans le monde 2018](#) et « The Changing Wealth of Nations 2018: Building a Sustainable Future » Glenn-Marie Lange, Quentin Wodon, Kevin Carey Editors, WB (2018).

⁷ On ne finirait pas d'énumérer les perspectives qu'ouvrent l'émergence et le foisonnement de nouveaux champs et secteurs d'activités liés au développement du numérique aussi bien dans les services (« ubérisation » par exemple) que dans l'industrie (robotisation), le commerce (« en ligne ») et le transport, et qui génèrent déjà de nouvelles « chaînes de valeur » qui sont des sources de forte croissance économique potentielle.

(dite industrielle) qui a débuté au tout début du 18^e siècle n'a fait sentir pleinement ses effets qu'un siècle plus tard, tout au long du 19^e siècle et jusqu'après la première moitié du 20^e siècle (1973-75). En deux siècles, les machines et l'électricité auront complètement bouleversé les modes de production (taylorisme), de répartition et de consommation (fordisme) des richesses. Si nous acceptons cette temporalité séculaire⁸ à l'émergence d'un nouveau paradigme technologique (au sens schumpetérien du terme) nous serions aujourd'hui encore dans la phase de décroissance des productivités marginales (modèle de Solow), tant que la révolution numérique n'aura pas déployé tous ses effets. Robert Solow n'avait pas tort de considérer dès 1956 que la croissance de long terme ne pouvait provenir que du progrès technique, justement par l'effet positif à la hausse qu'il exerce sur la productivité et les rendements. Qu'importe que ce progrès technique soit « exogène », c'est à dire déterminé en dehors de la logique économique des rapports marchands, ou endogène, c'est à dire résultant de la croissance économique elle-même dans un mouvement en spirale qui repousse chaque fois les limites entropiques de tout système économique fini (N. Georgescu-Roegen). Le progrès technique, n'en déplaie aux cassandes de « fin du monde », reste aujourd'hui encore l'élément déterminant d'une reprise durable de la croissance même s'il est à juste titre interpellé sur ses finalités éthiques et humaines au sens large.

Les théories de la croissance endogène prétendent justement internaliser le progrès technique, à travers des dépenses d'investissements qui émanent des entreprises (dépenses en R&D dans le modèle de P. Romer), des travailleurs (investissement en formations et acquisitions de nouvelles compétences dans le modèle de R. Lucas) ou encore de l'État (investissements publics dans les infrastructures, dans le modèle de R. Barro).⁹ Il ne fait pas de doute pour la plupart des théoriciens néo-classiques de la croissance endogène que l'État peut être un acteur clé du développement du capital humain.¹⁰ Ils rejoignent ainsi les différents points de vue keynésiens et hétérodoxes. Rappelons que le capital humain représenterait aujourd'hui plus de 65% de toute la richesse des pays de la planète, mais seulement 41% dans les pays pauvres. C'est dire qu'il existe encore des gisements de croissance endogène potentielle dans tous les pays. Resterait cependant dans le contexte présent des crises de la dette publique, à concilier le caractère « vertueux » des dépenses

⁸Maddison, A. (2002), « L'économie mondiale, une perspective millénaire » éd. OCDE

⁹Aghion, P. et P. Howitt, (2000), Arrous J. (2006), Barro, R. (2000), Berthélémy J-C. & A.Varoudakis (1994),

¹⁰ Politique fiscale incitative en R&D, dépenses publiques dans les secteurs de la santé, la recherche, la culture et l'éducation ou encore dans l'amélioration des infrastructures (transports sous toutes ses formes, réseaux de communication numérique, habitat urbain, qualité de l'environnement, etc.).

publiques en capital humain, avec les effets « vicieux » de l'accroissement du déficit budgétaire, de l'endettement public et plus généralement du poids de l'État dans l'économie, que beaucoup considèrent comme excessif et générateur de gaspillages nuisibles justement à la croissance. La question des finalités et de l'efficacité des différentes missions de l'État est au cœur des analyses néo-institutionnalistes de la régulation marchande. Celles-ci pourraient s'articuler utilement aux modèles néo-classiques et régulationnistes de la croissance.

En tout état de cause le capital humain est bien la seule source endogène ou exogène des innovations technologiques et celles-ci, en règle générale, génèrent des rendements croissants qui sont justement à l'origine de la croissance. Il y a aujourd'hui un large consensus sur l'importance du facteur « capital humain ». L'ajout d'une dimension culturelle (D. S Landes 2000) à la notion de capital humain plaide selon moi pour la généralisation d'un enseignement universel de « culture scientifique et technique » dans tout programme d'éducation scolaire quels que soient les pays et quelles que soient les cultures. On pourrait tendre ainsi vers une réduction des inégalités économiques (patrimoine, richesses, revenus) et l'égalité des chances, à condition d'accompagner ce mouvement par des politiques sociales innovantes. J'ajouterai donc pour ma part une dimension proprement « sociale » à la notion d'innovation et je plaiderai pour élargir au social l'analyse schumpetérienne. Les innovations sociales ne sont en effet prises en compte par les théories économiques de la croissance, que d'une manière très réductrice du seul point de vue de la demande des ménages : soit comme « soutien » à la demande globale dans les analyses keynésiennes (« État providence »), soit comme « pendant » ou « complément » en termes de consommation de masse par rapport à la production de masse (issu de la révolution taylorienne) dans les analyses régulationnistes (régime d'accumulation « fordiste »). Il faudrait aujourd'hui intégrer l'innovation sociale dans la « sphère de la production » quelle que soit la perspective théorique (néo-classique, keynésienne et marxienne). A l'instar de l'innovation technologique, l'innovation sociale peut aussi générer des gains de productivité susceptibles d'alimenter la croissance économique tout en lui donnant un contenu plus riche en termes de « durabilité », d'indice de « bonheur » et plus généralement de « développement humain ». Ces innovations sociales apparaissent aujourd'hui limitées au seul champ (ou secteur) de « l'économie sociale et solidaire » (« ESS »). Celle-ci, en raison même de son hétérogénéité, ne devrait plus être considérée comme « secteur » ou « branche » mais comme « vecteur » d'innovations sociales susceptibles d'irriguer tous les secteurs et toutes les branches de l'économie. De ce point de vue, la « RSE » (« responsabilité sociale/sociétale des

entreprises ») s'inscrit également dans le champ de l'innovation sociale en tant qu'objet d'investissement et surtout de « modèle de management » de toutes les entreprises, quels que soient leur taille et leur domaine d'activité. Il nous apparaît ainsi que l'élargissement à la culture et au social des théories de la croissance endogène pourrait favoriser une « synthèse » entre la théorie néo-classique et les théories institutionnalistes et évolutionnistes. Le rôle des institutions et des conventions sociales dans la croissance avait été souligné dans le passé par Schumpeter mais aussi par Hayek, Veblen et aujourd'hui par tous les postkeynésiens et tout le courant de pensée évolutionniste (N. Lazaric 2010). Encore faudrait-il que le courant néo-classique intègre dans sa démarche modélisatrice des fondements microéconomiques plus réalistes inspirés des apports de la psychologie théorique et expérimentale, voire des neurosciences (cognitivisme).

III. LA QUESTION DES FLUCTUATIONS ET DES CRISES.

La croissance n'a jamais été exempte de crises récurrentes qui sont analysées dans les diverses théories du cycle, du très court terme (Kitchin) au très long terme (Kondratief), en passant par le moyen terme (Juglar). La dynamique cyclique de la croissance est liée fondamentalement au mode de régulation capitaliste (ou marchand) qui ne parvient à harmoniser les rythmes de la production et de la consommation qu'au prix d'ajustements plus ou moins importants et violents, et plus ou moins longs, selon l'ampleur des déséquilibres et des phénomènes de suraccumulation, surconcentration et sur-réaction. Tous ces phénomènes ont été largement étudiés et formalisés aussi bien par la théorie néo-classique que par les théories hétérodoxes. Il est difficile aujourd'hui de continuer de croire à la Loi des débouchés de Say et aux vertus régulatrices du marché qui verrait la demande s'adapter spontanément à l'offre de manière continue. L'harmonisation de la production globale à la consommation globale est toujours difficile et heurtée en raison du fait qu'elle ne peut s'opérer qu'à travers des modalités de répartition des revenus qui résultent aussi bien des lois du marché (et de ses « imperfections » perçues comme des « écarts » au modèle de concurrence pure et parfaite) que des rapports de force (entre le capital et le travail) plus ou moins institutionnalisés dans des rapports sociaux les plus divers. C'est bien cette idée d'une croissance qui oscille entre surproduction et sous-consommation que l'on retrouve dans le modèle de croissance de Harrod et Domar. Ces derniers, à l'instar de Keynes, considèrent que l'intervention de l'État est nécessaire pour sortir d'une situation qui loin de revenir spontanément à l'équilibre a tendance plutôt à empirer de manière cumulative par des effets de composition systémique qui résultent de comportements qui peuvent être tout à fait rationnels, même s'ils opèrent en situation d'information

incomplète et asymétrique. M. Kalecki a également analysé avec beaucoup de finesse les mécanismes d'articulation entre secteur des biens de production et secteur des biens de consommation, pour expliquer que dans un contexte stationnaire, la croissance est nécessairement cyclique du fait des fluctuations du taux de profit moyen et de l'asymétrie fondamentale entre capitalistes et salariés dans l'accès au crédit bancaire et dans la répartition du revenu. Marx avait également analysé le phénomène de surproduction comme pendant de la sous-consommation ouvrière et les théories de la régulation ont bien mis en évidence également, dans la lignée de M. Kalecki, la difficile articulation de la croissance de la section des biens de production à celle des biens de consommation. (H. Bertrand 1976). L'enjeu sous-jacent des analyses de l'insuffisance de la demande globale (Keynes) ou de la sous-consommation ouvrière (Marx), reste la redoutable question de la répartition des revenus comme l'a montré de manière magistrale l'ouvrage de Thomas Piketty, « Le capital au XXI^e siècle » (2013). Que l'on adopte le point de vue classique (Ricardo, Marx notamment) de la valeur travail où le partage salaire-profit résulte d'un rapport de classes antagoniques entre ouvriers et capitalistes, ou le point de vue néo-classique de complémentarité/substituabilité entre capital et travail, comme « facteurs de production » au sein d'une fonction de production agrégée, on ne peut plus nier l'asymétrie fondamentale qui caractérise les rapports entre salariés et chefs d'entreprises. Cette asymétrie de « pouvoir » ou d'information s'exerce aussi bien dans la « sphère de la production », au sein même du procès de travail (cf. les théories de la régulation de M. Aglietta (1976), Orléan (1982), R. Boyer (1986), etc.), que sur le « marché du travail » où offreurs et demandeurs d'emplois ne sont plus supposés s'accorder parfaitement sur un salaire d'équilibre. Sur le marché du travail (comme sur la monnaie) en particulier, les néo-institutionnalistes et les postkeynésiens ont bien mis en évidence l'importance des institutions et des conventions dans la coordination marchande. Ces restrictions aux fondements microéconomiques du modèle d'équilibre général walraso-parétien, sont aujourd'hui admises par l'ensemble de la communauté scientifique des économistes. Elles ne parviennent pas malgré tout à expliquer pourquoi la part des salaires et des profits dans la valeur ajoutée oscille sur le long terme (75 ans de 1920 à 1995) dans les pays développés (Etats-Unis, France, Royaume-Uni) autour d'un rapport constant (2/3-1/3) avec une amplitude maximale de + ou - 7 points en pourcentage. Duménil et Lévy (1996) ont montré que sur une période de plus de 120 ans, le partage salaires-profits est resté à peu près constant alors que les salaires ont été multipliés par plus de dix. Le pouvoir d'achat des ouvriers en France a été multiplié par 4 entre 1920 et 1990 en dépit des crises et des guerres et des variations d'intensité des luttes sociales. Se trouvent ainsi, en matière de

croissance de long terme, affaiblies les analyses ricardo-marxiennes, mais renforcés les points de vue keynésiens (principe de la demande effective dans le cadre des économies monétaires de production) et régulationnistes (passage à un régime d'accumulation intensive et à un mode de régulation fordiste). Mais paradoxalement et contre toute attente, c'est bien aussi le point de vue néo-classique qui est conforté, puisque cette régularité empirique peut être très bien décrite par une fonction de production de type Cobb-Douglas où l'élasticité de substitution capital/travail est égale à 1, ce qui est en conformité avec la constance du partage salaires/profits dans la valeur ajoutée des entreprises (T. Piketty 1997). Malgré tout, sur le court terme, ces variations de quelques points en pourcentage de la valeur ajoutée ont provoqué des crises politiques et sociales, accentué les récessions économiques et engendré des mutations structurelles convergentes qui constituent les bases encore balbutiantes d'un nouveau régime de croissance globalisé marqué par l'émergence de la Chine comme nouvelle puissance hégémonique mondiale.

IV. LA QUESTION DU CHANGEMENT DE « RÉGIME DE CROISSANCE » ET DU « MODELE DE DÉVELOPPEMENT...HUMAIN ».

Une question majeure au sujet de la croissance réside dans l'articulation entre le court terme des fluctuations et des politiques macroéconomiques conjoncturelles et le long terme des lois tendancielles et des politiques dites structurelles. Sur ce point, la relecture de Marx, non pas sur sa théorie de la valeur (L. Althusser) développé dans le livre I du « Capital », mais sur son analyse de l'évolution du mode de production capitaliste des livres II et III, nous paraît intéressante à deux niveaux. D'une part au sujet de la succession des formes de domination du capital (passage du capitalisme marchand au capitalisme industriel puis au capitalisme financier) qui résulte des lois même de l'accumulation du capital et, d'autre part au sujet des stratégies mises en œuvre, ou des forces mobilisées, pour contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit. Le véritable « génie » de Marx n'est pas dans sa prophétie de l'avènement des modes de production socialiste puis communiste (dont il n'a d'ailleurs jamais fait la théorie), qui succèderaient à la disparition plus ou moins brutale du mode de production capitaliste arrivé au bout de ses contradictions et de ses capacités de développement des forces productives, c'est à dire de croissance. Sa véritable intuition a été d'anticiper l'avènement et la domination du capitalisme financier à une période où le capitalisme industriel en était au tout début de sa domination et commençait à révéler ses capacités d'extension à toutes les branches de l'économie et d'expansion à tous les pays du Monde. Aujourd'hui, à l'heure même d'une domination sans limites du capitalisme financier imposant ses lois à la planète toute entière, il n'est pas inutile de relire Marx à la lumière des théories plus modernes de la

libéralisation financière (Shaw et Mc-Kinnon, 1973) et des théories du rôle de la finance sur la croissance et le développement (King et Levine, 1993, Pagano, 1993, Stiglitz, 1985, Berthélémy et Varoudakis, 1994 et 1995, Fry, 1988, Amable et Chatelain, 1995, etc.). Les « dérèglements » de la finance, révélés par la succession des crises financières des années 90 et 2000, ne sont pas simplement dus à des comportements déviants et opportunistes d'acteurs profitant de l'absence de réglementation, due justement à la libéralisation financière et sa règle dite des « 3D » (désintermédiation, décloisonnement et déréglementation). La libéralisation financière (interne et externe) s'inscrit dans la lignée de la libéralisation générale des échanges commerciaux à l'échelle aussi bien nationale des pays pris isolément (modèle intégré Banque Mondiale-FMI des années 80 et 90 dans le cadre des programmes d'ajustement structurel) qu'à l'échelle internationale, avec la généralisation des accords de libre-échange, du GATT puis de l'OMC. Libéralisation des échanges et libéralisation financière s'inscrivent dans le même cadre théorique porté par la doctrine néo-libérale à laquelle se sont identifiés pratiquement tous les pays du Monde depuis la deuxième moitié des années 80 jusqu'à aujourd'hui. Le choc pétrolier dû à la guerre de Kippour de l'automne 1973 a donné lieu à un mouvement pendulaire de flux financiers de très grande ampleur, d'une part des pays développés vers les pays producteurs et exportateurs de pétrole et d'autre part de ces mêmes pays (à capacité d'absorption assez limitée à cette époque) vers des comptes de dépôt dans les grandes banques des pays développés. Celles-ci gorgées de liquidités, inemployables dans les pays développés en crise, se sont mises à prêter à tour de bras aux pays en développement pendant toute la décennie 70 jusqu'à la crise de la dette mexicaine d'août 1982. La décennie des années 80 de gestion de la crise de la dette des pays en développement (considérée par la suite comme la décennie perdue pour le développement) a permis de liquider définitivement le modèle introverti (autocentré) de croissance et de développement par substitution d'importations générateur d'inflation et de protection douanière au profit du modèle extraverti « d'export led growth ». Le processus de globalisation et de mondialisation s'est accéléré au début des années 90. Il est allé en s'amplifiant jusqu'à aujourd'hui, alimenté à tous les niveaux par la doxa néo-libérale qui a étendu son emprise sur la quasi-totalité de la pensée économique. Cet enchaînement séquentiel en grandes phases décennales présente une cohérence implacable. Aucune de ces phases n'a été exempte de crises périodiques. Celles-ci ont revêtu au cours des années 1990, un caractère de plus en plus fortement (puis exclusivement) financier avec des effets systémiques de plus en plus massifs et de moins en moins contrôlables par les Banques Centrales et les

États.¹¹ Malgré la succession de ces crises (de plus en plus financières) au cours de ces 40 dernières années, la croissance économique n'a jamais été aussi forte à l'échelle mondiale. Elle a été portée par une croissance sans précédent des échanges commerciaux internationaux avec des bouleversements structurels majeurs dans la composition des échanges du fait du rôle croissant des pays dits « émergents » dans le commerce et la croissance mondiale. Dans le même temps on a assisté à un accroissement et à une diversification des flux de capitaux de toute nature à l'échelle internationale, marqués par une sophistication de plus en plus complexe des techniques (« swaps » notamment) et des produits financiers (marchés dérivés des futures et des options en particulier). Quelques poches d'extrême pauvreté subsistent hélas encore dans quelques pays d'Afrique subsaharienne et d'Asie, victimes de conflits interethniques et du dérèglement climatique. Mais globalement, la faim a été vaincue, l'espérance de vie s'est allongée et le niveau de vie s'est élevé, ce qui a permis l'émergence d'une classe moyenne dans les pays émergents et en développement. Cependant, les inégalités se sont aggravées partout dans le Monde, le chômage, notamment des jeunes, s'est accru dans les pays développés et en développement, les phénomènes migratoires des pays du Sud vers les pays développés du Nord se sont amplifiées à la fois pour des raisons humanitaires dues à des conflits militaires et à des atteintes aux droits humains, les déséquilibres macroéconomiques internes (dette publique et privée croissantes) et externes (balances commerciales fortement déficitaires) se sont amplifiées, les plans d'austérité se sont généralisés et les classes moyennes sacrifiées des pays développés menacent de porter au pouvoir des partis populistes xénophobes, autoritaires et partisans du protectionnisme et du repli national sur des bases ethniques. Le spectre du fascisme, « *Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde.* » (B. Brecht), avec ses prémisses populistes hante aujourd'hui les capitales européennes et n'épargne déjà pas de nombreux pays de la planète. Il nous semble que ces paradoxes de la croissance « néo-libérale » plaident en faveur d'analyses pluridisciplinaires et syncrétiques.

V. EN GUISE DE CONCLUSION : L'ANGLE MORT DES THÉORIES DE LA CROISSANCE.

Alors que tout au long du 19^e et surtout du 20^e et jusqu'à aujourd'hui les guerres (chaudes et froides) ont accompagné de manière presque continue la croissance économique, les théories macroéconomiques, qu'elles soient d'inspiration néo-classique keynésienne,

¹¹ Que l'on se souvienne de la crise du Peso mexicain de 1994, puis du Baht thaïlandais de 1997 (suivie de la crise du Rouble et des autres monnaies des pays émergents), puis du Krach boursier de 2001-2002 avec l'éclatement de la bulle internet et enfin de la crise des subprimes de 2007-2009.

institutionnaliste et marxienne, ont systématiquement ignoré leur rôle endogène sur la dynamique même de la croissance aussi bien à court terme (sur la dimension cyclique) qu'à long terme (sur le trend de croissance). De nombreuses études empiriques ont pu évaluer le coût économique des différentes guerres, anciennes et plus récentes, mais sans référence aux théories de la croissance. Pourtant la guerre est un phénomène massif et continu qui ne peut être réduit à un « accident » de l'Histoire, exogène à la dynamique du système capitaliste. Le 20^e siècle et le début du 21^e siècle ont été ainsi marqués par une multiplicité de conflits armés particulièrement meurtriers.¹² Ces guerres ont détruit massivement du capital humain par dizaines de millions d'êtres humains qui constituaient une main-d'œuvre qualifiée, et ont fortement déséquilibré les pyramides démographiques de pays situés pour la plupart en Europe, au cœur même du capitalisme développé. Ces guerres ont aussi détruit massivement du capital physique (infrastructures, usines, équipements...) et dans le même temps déformé les structures industrielles des pays développés au profit des usines d'armement qui pèsent fortement aujourd'hui dans le commerce mondial. Comment un phénomène aussi massif peut-il être considéré comme exogène, voire absent des théories de la croissance et plus généralement de la dynamique d'évolution à long terme du capitalisme ? Comment intégrer de manière endogène la survenance de ces guerres, au sein même des théories de la croissance ? L'enjeu est considérable et les réponses apportées jusqu'à présent sont insuffisantes.

Un seul courant à ma connaissance a essayé d'endogénéiser la guerre dans la dynamique d'accumulation du capital, c'est celui du « Capitalisme Monopoliste d'État » (« CME ») dans les années 70. Les théoriciens de ce courant (P. Boccara, 1974), s'inspirant de quelques écrits de Marx ont tenté d'expliquer les industries d'armement et les guerres comme un moyen de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, « r », due à la « suraccumulation du capital ».¹³ Cette « explication » réductrice et un brin complotiste¹⁴,

¹² Deux guerres mondiales centrées particulièrement sur l'Europe et partiellement l'Asie (le Japon), La guerre froide entre le communisme (URSS, Chine et leurs satellites) et les pays occidentaux (Amérique du Nord, Europe, etc.) qui a engendré une course aux armements et à la conquête de l'espace,

Des guerres à caractère colonial (Indochine/Vietnam, Corée, Algérie, Afrique, etc.),

Des guerres régionales au Moyen-Orient (plusieurs guerres israélo-arabes, dont celle de Kippour à l'origine du premier choc pétrolier en 1973, la guerre Iran-Irak, la guerre des USA contre l'Irak, les guerres actuelles au Syrie et au Yémen, etc.

Des dizaines de conflits armés dans l'ex empire soviétique, en Asie, en Amérique latine, en Afrique, etc.

¹³ Comme $r = PL/(C+V)$, (PL étant la plus-value totale, C le capital constant et V le capital variable), en détruisant par les guerres le capital C, on provoque sa diminution par « dévalorisation » et mécaniquement, l'élévation de r.

présente aussi une certaine incohérence interne, car les guerres détruisent aussi massivement le « capital variable » V, soit la force de travail qui est pourtant la seule source de plus-value et donc de profit dans la théorie de Marx.¹⁵

Pour les théories de la régulation, les guerres sont exogènes à la dynamique d'accumulation, mais elles contribuent au changement du régime d'accumulation capitaliste et à son mode de régulation. Pour les tenants de ce courant de pensée, une conséquence importante des deux guerres mondiales, qui ont laissé les pays européens exsangues, a été de favoriser l'émergence des USA comme puissance hégémonique dominante au détriment du Royaume-Uni. L'empire britannique, qui a dominé l'économie internationale pendant tout le 19^e siècle et le début du 20^e siècle par sa monnaie, sa finance, sa puissance industrielle et surtout sa puissance commerciale et maritime, s'est ainsi effacé au profit d'un nouvel « impérialisme » américain qui va progressivement étendre son emprise sur l'économie mondiale pendant tout le 20^e siècle et jusqu'à aujourd'hui. Pour autant, peut-on aller jusqu'à considérer que la « fonction » économique endogène de la guerre est de permettre l'émergence d'une nouvelle puissance hégémonique capable de dominer et de réguler l'économie mondiale ? Il faudrait alors s'inquiéter très sérieusement de la contestation de l'hégémonie américaine par la puissance grandissante d'un nouvel empire chinois de plus en plus conquérant dans le commerce mondial (cf. les nouvelles routes de la soie). Faut-il voir alors dans la montée actuelle du protectionnisme et dans les tensions entre la Chine et les États-Unis, les signes avant-coureurs d'un conflit armé potentiel ? L'analogie avec la situation qui prévalait dans les années trente mérite que l'on revienne encore à Keynes.

Sous un autre angle, dans son ouvrage « les conséquences économiques de la paix » publié en 1920, Keynes avait alerté de manière prémonitoire sur les dangers d'une nouvelle guerre potentielle que portait en germe le « traité de Versailles » qui a imposé à l'Allemagne une « paix carthaginoise » (référence à la rigueur du traité de paix imposé aux carthaginois après la deuxième guerre punique). Pour Keynes, aucun pays ne peut échapper aux conséquences économiques négatives d'une guerre, du fait même de l'intensité des interactions entre les pays (et a fortiori aujourd'hui du fait de la mondialisation !). L'intérêt

¹⁴ L'État prendrait en main directement les intérêts du « Grand Capital » (« les 200 familles »), en provoquant des guerres de manière machiavélique dans l'intérêt de la partie dominante du capitalisme, celle des monopoles.

¹⁵ On n'évoquera pas ici toutes les autres questions non-résolues de la théorie marxienne, notamment celle de la « transformation » des valeurs en prix de production et de la plus-value en taux de profit.

d'une relecture de cet ouvrage réside dans la richesse pluridisciplinaire des analyses de Keynes qui montrent comment des erreurs de politique économique peuvent déstructurer non seulement l'économie d'un pays mais aussi l'ensemble de la société et conduire à la catastrophe. On reliera attentivement et utilement, eu égard à la situation présente, son analyse sur les effets économiques et sociologiques d'un accroissement des inégalités et d'une dégradation de la représentation de la monnaie et de la confiance des citoyens dans leurs dirigeants et dans leurs institutions.

Keynes qui avait dédié son livre, « *les conséquences économiques de la paix* », « *à la formation de l'opinion de l'avenir* », termine son ouvrage par une phrase d'une terrible actualité : « *nous sommes à la morte-saison de notre destin* ». Si nous voulons surmonter les défis de la croissance, il nous faut absolument relire les grands auteurs du passé et réhabiliter la macroéconomie comme « économie-politique ».¹⁶

¹⁶ Les références bibliographiques de tous les auteurs mentionnés ou cités sont directement consultables sur internet à partir du nom de l'auteur concerné.